

Préavis de grève reconductible pour le 7 septembre 2010

L'intersyndicale Archéologie CGT SUD FSU CNT est totalement solidaire de l'intersyndicale nationale CFDT, CFTC, CFE-CGC, CGT, FSU, SOLIDAIRES, UNSA qui appelle à un mouvement de grève et de manifestation interprofessionnelles le 7 septembre 2010 et fera tout pour contribuer à une mobilisation massive des personnels du service public de l'archéologie préventive.

Le projet de réforme des retraites et la reconnaissance de la pénibilité pour le métier d'archéologue

Le projet de réforme des retraites va à l'encontre de l'intérêt des personnels. Ceux-ci exigent de pouvoir partir de manière anticipée à la retraite du fait du caractère pénible de leur métier et en bonne santé !

Des thunes pour vivre

En matière de pouvoir d'achat, entre les annonces du gel de salaires de la Fonction publique pour 2011, de la hausse des cotisations de plus de 3 % et de la baisse des prestations sociales, les pertes de pouvoir d'achat s'élèvent déjà à 9 % depuis 2000 pour les personnels. Quant aux indemnités en tout genre, leurs taux semblent fossilisés dans le marbre !

Les personnels paient très cher une politique de rigueur, par ailleurs contestée de toute part, et qui ne profite qu'aux riches.

De la suppression des emplois à l'ultra précarité en passant par la CDA : nous voulons de vrais emplois publics pour nos missions

Dans la Fonction publique, 100 000 postes ont déjà été supprimés en trois ans et 34 000 nouvelles suppressions sont annoncées pour 2011. Dans les services régionaux de l'archéologie, la continuité du service, l'égalité de traitement des usagers et l'exercice même des missions sont remises en cause du fait de la politique gouvernementale de suppression d'emploi. A l'Inrap, l'ultra précarité connaît un développement sans précédent avec l'arrivée effective du nouveau contrat d'activités : près de 17 % de l'effectif budgétaire sont précaires (360 ETP), soit 20 % du personnel ! !.

Pérennité du financement = pérennité des missions

Le financement des diagnostics par la redevance de l'archéologie préventive est de nature « cyclothymique » et la politique de protection du patrimoine du ministère devient atone. Récemment à l'Inrap, des diagnostics ont été annulés causant, à juste titre, le courroux des aménageurs. La politique de recherche de l'Institut est en très grande difficulté faute de moyens alloués.

FNAP : une mutualisation indispensable

Le Fonds national d'archéologie préventive (FNAP) a fait savoir cet été aux lotisseurs que, faute d'argent, ses services seraient de plus en plus limités... ce qui aura une incidence certaine sur l'activité. Or la mutualisation est l'essence même du service public.

Les missions ne sont pas solubles dans le marché

La mise en concurrence de fouilles produit des effets dévastateurs dans tous les registres. De la détérioration des conditions de travail au travers de la baisse du nombre de jour/homme dans les projets d'intervention scientifique de l'Inrap à l'éparpillement des études archéologiques, rien n'est laissé au hasard ! Les équipes archéologiques sur le terrain travaillent dans la plus grande instabilité, les phases de post fouille sont annulées du jour au lendemain, voire les opérations de fouilles. Les directions interrégionales connaissent une organisation du travail archaïque, souvent inopérante et génératrice de souffrance pour les personnels.

Emploi : des moyens à hauteur des besoins des missions patrimoniales et scientifiques

Au cours des récents débats budgétaires au Sénat, le sénateur Gaillard s'est fait l'écho de la situation financière de l'établissement en des termes forts inquiétants. Plus graves sont, sans aucun doute, les « remèdes » du gouvernement à l'encontre du service public de l'archéologie où il est question de « *redimensionner les effectifs de l'Inrap* » dans les trois prochaines années.

Inrap à Paris

Enfin, est-il besoin de vous rappeler que le siège de l'Institut est à Paris et doit le rester afin que les personnels puissent accomplir dans des conditions optimales leurs missions de construction et de pilotage de l'Institut.

Les organisations syndicales CGT, SUD, FSU et CNT ont déposé auprès du ministre un préavis de grève reconductible à partir du 7 septembre 2010 pour les personnels des SRA et de l'Inrap pour obtenir satisfaction sur l'ensemble des points suivants :

- Une réforme des retraites qui garantit l'âge légal de départ à 60 ans à taux plein et dont le financement est assis sur le système de répartition ainsi qu'un départ anticipé à la retraite par la reconnaissance du caractère pénible du métier d'archéologue.
- Pérennité du financement, de sa mutualisation et des missions de protection du patrimoine et de la recherche archéologique,
- Pérennité des emplois et arrêt immédiat de toutes les suppressions d'emplois ,
- Amélioration des conditions de travail,
- Revalorisation des salaires et combler les pertes de pouvoir d'achat par l'augmentation du point d'indice,
- Maintien du siège de l'Inrap à Paris.

L'intersyndicale CGT SUD FSU CNT appelle l'ensemble des personnels à se réunir en assemblée générale, à voter la grève et à manifester massivement le 7 septembre 2010 partout en France.

TOUS ENSEMBLE LE 7 SEPTEMBRE 2010